

Le 21 janvier 2005

De : Armand Delcampe, Directeur de l'Atelier Théâtre Jean Vilar à Louvain-la-Neuve.

## POUR LES ETATS GENERAUX DE LA CULTURE :

### Création et culture en Wallonie

J'aimerais soumettre à vos réflexions quelques interrogations qui me viennent au terme de 40 années de pratique artistique, culturelle, politique et institutionnelle ininterrompue.

« L'homme, nous a-t-on dit et enseigné, est la mesure de toute chose ». Le citoyen ne doit-il pas être au cœur de toute démarche artistique, et singulièrement dans le secteur des arts de la scène comme dans celui de l'urbanisme ou de l'architecture pour ne citer que ces exemples ? N'est-ce pas le citoyen que nos actions visent, n'est-ce pas à lui que les aides publiques de tous ordres sont avant tout octroyées ?

N'avons-nous pas tendance – artistes, responsables publics et journalistes – à confondre formation artistique, aides, bourses et allocations artistiques diverses, statut nécessaire des artistes, n'avons-nous pas tendance à confondre tout cela (qui est à améliorer ou à créer) avec les aides publiques réservées, par priorité, aux citoyens ? Certains adeptes du service public parlent même d'aides aux « usagers » ? C'est-à-dire aides réservées à ceux qui en usent ou sont censés en user ? Partant de là, une question me vient, immédiate : pourquoi tant d'artistes sont-ils privés de citoyens ? Pourquoi tant de citoyens sont-ils privés d'artistes ? N'y a-t-il vraiment aucun moyen d'organiser ou d'aider à organiser géographiquement une plus juste répartition des forces et des talents ?

Pourquoi, par exemple, ne pas ouvrir sans plus tarder [et je le dis sans ignorer ni mépriser les milliers d'initiatives quasi privées qui existent à l'heure actuelle et auxquelles je participe avec joie comme tant d'autres ici présents], pourquoi ne pas ouvrir l'énorme chantier des arts et des artistes en leur permettant de travailler dans l'enseignement primaire, secondaire et universitaire ? Il y a plus de 30 ans que nous attendons l'ouverture de ce chantier. Il y a là un énorme travail d'ouverture, d'invention, de mises en rapport, de coordination qui

n'implique pas, me semble-t-il, de grands moyens nouveaux... Nous sentons bien quel potentiel existe de ce côté-là lors des trop brèves occasions que nous avons de travailler dans cette direction. N'est-ce pas un excellent moyen de former, de se former, de sortir les artistes, les enseignants et les écoles de leur isolement ?

J'utilise à dessein l'expression « énorme chantier » car je ne songe pas à des « expériences pilotes », des « expériences choisies », des « expériences réservées »... je pense au plus grand nombre, aux laissés-pour-compte, je pense aussi aux enseignements techniques et professionnels, je pense aux « ascenseurs sociaux et culturels » en panne ou bloqués entre les étages, ou aux ascenseurs « hors service » ou à l'absence d'ascenseurs dans les établissements d'enseignement tandis que l'UCL et l'ULB communiquent sur leur excellence et revendiquent plus de moyens pour la conserver (ou l'accroître) ? Ce qui reconforte dans ce cas de figure, c'est de constater que l'arrogance n'est pas l'apanage des arts de la scène. Dans cet ordre d'idée est-il bien raisonnable qu'une population de 4 millions d'habitants crée, développe et entretienne vaille que vaille 5 établissements dits supérieurs de « formation d'acteurs » ? Parfois dans un délabrement affligeant ? Quand envisagerons-nous de regrouper nos forces et nos moyens dans une grande école de formation d'acteurs préparés dans de bonnes conditions pour créer et travailler au service du public, le reste relevant de l'activité privée ? Un système qui crée l'émulation voire la surenchère entre 5 établissements supérieurs délivrant bon an mal an 50 diplômes est-il raisonnable ? Encore faut-il agir - ou arrêter de se plaindre ? Il faudra beaucoup de courage pour affronter certains problèmes et contrer certains intérêts et certains lobbys. Il en faudra aussi pour exiger que les responsables artistiques affectent à l'avenir la part essentielle de leurs ressources aux artistes et aux citoyens pour lesquels ils travaillent... De grands projets, employant le plus grand nombre d'artistes possible au service, dans l'intérêt et le plaisir du plus grand nombre de citoyens possible.

Ces valeurs doivent être placées au cœur de la recherche et pas laissées au bon vouloir et à l'appréciation de chacun. Le temps m'a appris à souffrir cette chose qui ne peut être évitée ; l'artiste n'est pas l'artiste seulement, l'artiste c'est l'homme, c'est le citoyen, c'est le style avec toutes ses contraintes.

Le masque de « l'élitaire pour tous » dont raffolaient nos marquis est tombé depuis belle lurette et nous est apparu, dans sa splendeur hautaine, le visage nu de « L'Elitaire pour moi d'abord ! »

Je vous pose la question. Dans un pays sinon ruiné du moins qui a perdu 30 places en 40 ans dans la hiérarchie économique mondiale, sans ressources

nouvelles à attendre ou à espérer – sinon la quotité de partage de la dette nationale – ne convient-il pas d'encourager prioritairement tout ce qui rassemble, tout ce qui regroupe, tout ce qui unit les artistes de toutes disciplines, toutes les associations, tous les animateurs et agents socioculturels de tous ordres au service des citoyens de leur région ?... Encourager dans les régions le regroupement des forces et la circulation des oeuvres et des artistes plutôt que se préoccuper essentiellement de colmater à défaut de satisfaire les revendications corporatistes ou sectorielles, fussent-elles légitimes ? Mieux utiliser les ressources (qui, par parenthèse, dans le domaine des arts de la scène ne sont pas si lamentables que ça au regard, par exemple, du dénuement de la lecture publique) mieux utiliser les ressources donc au service des populations en unissant tout ce qui peut l'être. Et beaucoup de choses ne peuvent-elles pas être faites ensemble : artistes-interprètes (acteurs, danseurs ou musiciens), plasticiens, animateurs, artistes de l'image et du son... etc... etc... ? Enfin, je ne peux éviter de poser la question par laquelle j'aurais dû commencer : je suis citoyen d'une région (La Wallonie) qui représente 1/3 de la population de l'Etat Fédéral (Belgique).

Ma région dispose d'un parlement élu et d'un gouvernement qui, chose inouïe et à ma connaissance unique, ne dispose ni de sa culture ni de son enseignement. Ce n'est pas ici le lieu pour résoudre ce genre de problème, je le sais. Mais je tenais à le signaler car nous nous apercevrons très vite que cette question demeure lancinante et préalable à des « Etats Généraux de la Culture ».

Armand Delcampe  
Directeur de l'Atelier Théâtre Jean Vilar  
Louvain-la-Neuve